



Fit for 55 - Le Pacte vert européen et l'effondrement industriel de l'Europe

Par [F. William Engdahl](#)

Mondialisation.ca, 20 juillet 2021

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#), [Environnement](#)

L'une des rares déclarations honnêtes de Bill Gates a été sa remarque, début 2021, selon laquelle si vous pensez que les mesures du Covid sont mauvaises, attendez les mesures pour le réchauffement climatique. L'Union européenne est en train d'imposer, de haut en bas, les mesures les plus draconiennes à ce jour, qui détruiront effectivement l'industrie moderne à travers le visage des 27 États de l'Union européenne.

Sous de jolis noms tels que « Fit for 55 » et European Green Deal [Pacte vert pour l'Europe], des technocrates non élus finalisent à Bruxelles des mesures qui provoqueront le pire chômage industriel et le pire effondrement économique depuis la crise des années 30. Des industries telles que l'automobile ou le transport, la production d'électricité et l'acier sont sur la sellette, tout cela pour une hypothèse non prouvée appelée réchauffement climatique d'origine humaine.

Alors que la plupart des citoyens de l'UE ont été distraits par des restrictions sans fin concernant une « pandémie » de type grippal appelée Covid-19, les technocrates de la Commission européenne à Bruxelles ont préparé un programme de désintégration planifiée de l'économie industrielle de l'UE. L'aspect pratique d'un groupe supranational non élu, loin de Bruxelles ou de Strasbourg, est qu'il n'a pas de comptes à rendre à de véritables électeurs. Ils ont même un nom pour cela : Le déficit démocratique. Si les mesures sur le point d'être finalisées par la Commission européenne, sous la direction de la présidente allemande Ursula von der Leyen et du technocrate néerlandais Frans Timmermans, vice-président chargé du réchauffement climatique, sont adoptées, voici un aperçu de ce qui se passera.

« Fit for 55 »

Le 14 juillet, la Commission européenne présente son programme vert « Fit for 55 ». Bien que le titre ressemble davantage à une publicité pour un centre de santé pour personnes d'âge moyen, il s'agira du programme de désindustrialisation le plus draconien et le plus destructeur jamais imposé en dehors de la guerre.

Fit for 55 sera le cadre central des nouvelles lois et règles de Bruxelles pour réduire considérablement les émissions de CO₂, en utilisant des systèmes tels que les taxes sur le carbone, les plafonds d'émission et les systèmes de plafonnement et d'échange.

En avril 2021, la Commission européenne a annoncé un nouvel objectif européen en matière de climat : Les émissions doivent être réduites de 55% d'ici 2030 par rapport à 1990, contre 40% précédemment. D'où le joli nom « Fit for 55 ». Mais l'industrie et la main-d'œuvre des

États membres de l'UE seront tout sauf en bonne santé si ce plan est mis en œuvre. En clair, il s'agit d'un fascisme technocratique imposé sans débat public à quelque 455 millions de citoyens européens.

Ce « Fit for 55 » représentera la première fois au monde qu'un groupe de pays, l'UE, impose officiellement un programme visant à imposer un absurde « zéro » CO2 d'ici 2050 et une réduction de 55% du CO2 d'ici 2030. Le tsar du Pacte vert pour l'Europe, le commissaire Frans Timmermans, a déclaré en mai : « *Nous allons renforcer le système d'échange de quotas d'émission de l'UE, actualiser la directive sur la taxation de l'énergie et proposer de nouvelles normes de CO2 pour les voitures, de nouvelles normes d'efficacité énergétique pour les bâtiments, de nouveaux objectifs pour les énergies renouvelables et de nouvelles façons de soutenir les carburants propres et les infrastructures pour des [transports propres](#)* ». En réalité, il détruira l'industrie des transports, de l'acier, du ciment ainsi que la production d'électricité à partir de charbon et de gaz.

Voici les principales parties du sinistre Fit For 55.

Voitures et camions

L'un des principaux objectifs du « Pacte vert » pour l'UE sera de prendre des mesures qui obligeront les véhicules à moteur à combustion interne - voitures et camions à essence ou diesel - à respecter des limites d'émissions de CO2 si punitives qu'ils seront contraints de quitter les routes d'ici 2030, voire plus tôt. Le plan modifiera l'objectif actuel d'une réduction de 37,5% des émissions de CO2 des véhicules d'ici à 2030 pour le remplacer par un objectif de [zéro émission](#) d'ici à 2035, selon la rumeur.

Le 7 juillet, une coalition de syndicats, d'entreprises du secteur des transports et de fournisseurs, dont la Confédération européenne des Syndicats et l'Association des Constructeurs européens d'Automobiles, a adressé un appel urgent au tsar de l'écologie, Frans Timmermans. Ils ont déclaré : « *...nous voulons voir la transformation industrielle et l'innovation en Europe, plutôt que la désindustrialisation et les perturbations sociales* ». La lettre souligne que l'UE n'a aucun plan pour une soi-disant « *transition juste* » pour l'industrie automobile européenne, notamment aucune nouvelle formation qualifiante pour les travailleurs déplacés : « *Actuellement, il n'existe aucun cadre de ce type pour les 16 millions de travailleurs de notre écosystème de mobilité, et notamment pour le secteur automobile européen, qui est un moteur de [l'emploi industriel](#)* ».

Il ne s'agit pas d'un problème mineur, car la transition des voitures et camions à moteur à combustion interne vers les voitures électriques entraînera une perturbation sans précédent des chaînes de fournisseurs automobiles actuelles. La lettre souligne qu'à l'échelle de l'UE, le secteur automobile compte 8,5% de tous les emplois manufacturiers européens et a produit en 2019 près de 10% du PIB de la seule Allemagne, ainsi que 40% des dépenses de recherche et développement du pays. L'UE représente aujourd'hui plus de 50% des exportations mondiales de produits automobiles. Ils soulignent que la transition vers les véhicules zéro CO2 entraînera la perte d'au moins 2,4 millions d'emplois qualifiés et bien rémunérés dans l'UE. Des régions entières seront déprimées. La lettre souligne que Bruxelles n'a même pas encore dressé la carte des [conséquences](#) du Pacte vert pour le secteur automobile.

En avril, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a indiqué qu'en juillet, Fit for 55 pourrait étendre un système d'échange de quotas d'émission de carbone

(SEQUE) draconien au-delà des centrales électriques ou de l'industrie pour couvrir le transport routier et les bâtiments dans le cadre d'un ajout « pollueur-payeur ». Le lien avec le SEQUE imposera automatiquement des pénalités financières aux conducteurs ou aux propriétaires, au-delà des taxes actuelles sur le carbone, malgré un impact très limité de quelque 3% sur les émissions. Cette mesure, qui s'ajoute au renforcement des normes d'émission des voitures, portera un coup fatal aux consommateurs et à l'industrie. Lorsque le gouvernement français a imposé une telle taxe carbone en 2018, elle a déclenché les manifestations nationales des Gilets jaunes et a obligé Paris à [la retirer](#).

Acier

Le plan drastique de l'UE contient de nouvelles dispositions qui signifieront des changements radicaux pour les industries européennes de l'acier et du ciment, grandes consommatrices d'énergie. L'acier est la deuxième plus grande industrie au monde après le pétrole et le gaz. Actuellement, l'UE est le deuxième plus grand producteur d'acier au monde après la Chine. Sa production s'élève à plus de 177 millions de tonnes d'acier par an, soit 11% de la production mondiale. Mais le plan Timmermans introduira de nouvelles mesures qui pénaliseront ostensiblement les importations d'acier en provenance de producteurs « sales », mais qui, en fait, rendront l'acier européen moins compétitif au niveau mondial.

Des fuites dans le plan de l'UE indiquent qu'elle prévoit de supprimer les permis de polluer actuellement gratuits du SEQUE pour les industries à forte intensité énergétique telles que l'acier ou le ciment. Cela portera un coup dévastateur à ces deux industries essentielles. Ils l'appellent le Mécanisme d'Ajustement du Carbone aux Frontières. Comme le souligne le Center for European Policy Network, les exportateurs européens d'acier « *ne recevront aucune compensation pour la suppression de l'allocation gratuite. En conséquence, ils subiront des désavantages concurrentiels considérables par rapport à leurs concurrents des [pays tiers](#)* ».

Taxes sur le carbone du charbon

Le nouvel objectif climatique de 55% de l'UE pour 2030 implique une élimination quasi-complète du charbon d'ici à 2030 dans l'ensemble de l'UE. L'Allemagne, qui est de loin le plus grand consommateur d'électricité au charbon de l'UE, sera touchée. Le gouvernement allemand, dont l'électricité est déjà la plus chère du monde en raison de la transition de l'Energiewende de Merkel vers des énergies solaire et éolienne peu fiables, qui entraînera la fermeture de la dernière centrale nucléaire en 2022, vient d'abandonner son projet d'élimination progressive du charbon d'ici à 2038. Elle abandonnera le charbon bien plus tôt, mais pour des raisons politiques évidentes en cette année électorale, elle n'a pas révélé sa nouvelle date « [zéro charbon](#) ».

Il est déjà évident qu'il est absurde de croire que l'UE, et en particulier l'Allemagne, sera en mesure d'atteindre le « zéro charbon » d'ici 2030, en le remplaçant non pas par du gaz naturel, mais par des énergies solaire et éolienne peu fiables. Le 1er janvier 2021, dans le cadre du mandat du gouvernement sur la réduction de la puissance du charbon, 11 centrales électriques au charbon d'une capacité totale de 4,7 GW ont été fermées. Cet arrêt progressif a duré huit jours, car plusieurs des centrales au charbon ont dû être reconnectées au réseau pour éviter les pannes dues à une période prolongée de vents faibles. Les centrales au charbon fermées ont reçu l'ordre de fonctionner en mode de réserve, aux frais des consommateurs. La commission gouvernementale de Berlin qui a rédigé le plan

d'élimination progressive du charbon [ne comprenait aucun](#) représentant de l'industrie de l'électricité ni aucun expert en réseaux électriques.

Avec le nouvel élément du plan destructeur Fit for 55 de la Commission européenne, le cœur de l'industrie européenne, l'Allemagne, est préprogrammé non seulement pour un chômage industriel sévère dans les secteurs de l'acier, du ciment et de l'automobile. Elle est également préprogrammée pour des pannes d'électricité comme celle qui a dévasté le Texas au début de l'année 2021 lorsque les éoliennes ont gelé. En 2022, en Allemagne, comme nous l'avons indiqué, la dernière centrale nucléaire ainsi que d'autres centrales au charbon seront fermées, ce qui entraînera la suppression de 3% de l'électricité. En outre, 6 000 éoliennes seront également fermées en raison de leur âge, soit une réduction totale de 7%. Pourtant, l'ajout prévu de nouvelles éoliennes et de nouveaux panneaux solaires est loin de remplacer cette baisse, de sorte que d'ici 2022, l'Allemagne pourrait [connaître](#) un déficit de capacité de production de 10 à 15%.

La Grande Réinitialisation du FEM et le Pacte vert de l'UE

Ce que les citoyens sains d'esprit ont du mal à comprendre dans ce « Fit for 55 » de l'UE, dans la « Grande Réinitialisation » de Davos ou dans l'Agenda 2030 de l'ONU, c'est qu'il s'agit d'un plan technocratique délibéré pour la désintégration de l'économie, sous l'excuse frauduleuse d'un danger de réchauffement climatique non prouvé, qui prétend – sur la base de modèles informatiques douteux qui ignorent l'influence de notre soleil sur les cycles climatiques de la Terre – que nous verrons une catastrophe d'ici 2030 si le monde ne réduit pas les émissions de CO2 inoffensives et essentielles à la vie.

Le Forum économique mondial de Davos, toujours actif, joue également un rôle important dans l'élaboration du « Pacte Vert » pour l'Europe de la Commission européenne, dans le cadre de sa Grande Réinitialisation. En janvier 2020, le Forum économique mondial, lors de sa réunion annuelle à Davos, a réuni des leaders de l'industrie et du monde des affaires avec le vice-président exécutif Frans Timmermans pour étudier comment catalyser le Pacte vert pour l'Europe. Le dévoilement du 14 juillet par Bruxelles en est le résultat. Le FEM soutient le groupe d'action des PDG pour le Pacte vert européen afin que les grandes entreprises soutiennent le [plan dystopique](#) de Bruxelles.

F. William Engdahl

Article original en anglais :



[“Fit for 55”: The EU Green Deal and the Industrial Collapse of Europe](#)

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [F. William Engdahl](#), Mondialisation.ca, 2021

Articles Par : **F. William Engdahl**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca